



## **Communiqué du syndicat CGT des agents du SDMIS suite à la publication du rapport annuel 2016 de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale**

Sans rentrer dans la guerre des chiffres suite à la publication du rapport annuel 2016 de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale et à la parution de nombreux articles de presse sur l'explosion des agressions envers les sapeurs-pompiers dans les territoires de la Métropole de Lyon et du département du Rhône, le syndicat CGT des agents du SDMIS tient à rappeler ses positions sur ces faits.

La CGT dénonce depuis des années, les politiques des villes et envers le service public, suite à la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Modernisation de l'Action Publique (MAP), qui se traduit par un désengagement de l'Etat et par une réduction drastique de fonctionnaires.

Ces services publics sont mis à mal depuis des décennies, en particulier tout ce qui concerne la prévention. L'abandon de certaines zones du territoire par les services publics, par les entreprises et donc par l'emploi, favorisent le délitement social et les économies parallèles. C'est le terreau principal de la violence urbaine.

La réponse à ce délitement doit être de nature politique. La reconstruction d'un lien social, la création d'emplois pérennes et rémunérés à leur juste valeur, des services publics en capacité de répondre aux besoins de la population, en résumé le renforcement de notre bien commun, sont les réponses dignes d'une société réellement démocratique.

Il n'appartient pas aux seuls agents publics, notamment ceux dont la mission est de porter secours et de protéger les populations, de pallier à plus de trente ans de désengagement économique et social.

Nous saluons nos collègues, toutes missions confondues, qui œuvrent au quotidien dans des conditions dégradées, notamment dans les quartiers dit sensibles.

Lyon, le 25 janvier 2017